

## POINTS DE RENCONTRE DU MUGUET DE LA LUTTE ET DE L'ESPOIR DANS L'OISE

MERCREDI 30 AVRIL 2025

**BEAUVAIS**, de 16h à 19h : local du PCF Beauvaisis, 34 rue du Faubourg Saint-Jacques

**THOUROTTE**, de 11h30 à 13h : porte de l'usine Saint-Gobain

JEUDI 1<sup>er</sup> MAI 2025

**BEAUVAIS**, le matin

- centre commercial Champs-Dolents Argentine
- centre commercial Agel Saint-Jean
- rue de Paris près des commerces de Voisinlieu

**BÉTHISY-SAINT-PIERRE** : place du marché

**CLERMONT**, de 9h à 12h : devant la poste

**CREIL**

- face à la piscine
- angle de la rue Gambetta et de l'avenue Chanut

**CRÉPY-EN-VALOIS**

- centre-ville
- place Rameau/avenue Kennedy

**MONTATAIRE**

- à partir de 9h : croisement Chemin-Blanc/Paul Vaillant-Couturier
- à partir de 9h : devant la mairie
- à partir de 10h : devant la Coop des Martinets

**MOUY**, de 9h à 12h : place du Dr Avinin (mairie)

**NANTEUIL-LE-HAUDOUIN** : devant la poste

**NOGENT-SUR-OISE**, le matin : place de la République (proximité boulangerie)

**RIBÉCOURT**, de 8h à 12h : parvis de la mairie

**RIEUX**, le matin : devant la boulangerie

**SAINT-MAXIMIN**

- devant la boulangerie
- devant le bureau de tabac

**VILLERS-SAINT-PAUL**, le matin - devant la boulangerie place du 19 mars



### AGENDA SOCIAL

*Journée internationale  
de lutte des travailleurs  
et des travailleuses*

#### MANIFESTATION

JEUDI 1<sup>er</sup> MAI à 10H00

Place CARNOT - CREIL

**MUGUET  
DES COMMUNISTES**

*Voir ci-dessus les points  
de rencontre dans l'Oise*

<http://oise.pcf.fr/131712>



### AGENDA CITOYEN

**Espace MARX60  
CONFÉRENCE-DÉBAT**  
« Histoire et devenir  
de l'Europe »

JEUDI 15 MAI  
à 18H30

Siège du PCF Oise  
8 rue de Beauvoisis  
CREIL

Avec **Bernard LAMIRAND**,  
président d'Espace MARX60,  
ancien responsable de la CGT Sidérurgie  
ancien membre de la Ceca

### AGENDA POLITIQUE

**FÊTE DE LA PAIX**

**DIMANCHE 8 JUIN**

Accueil  
de loisirs  
(ALSH)  
**Pierre-  
LEGRAND**

Avenue  
Anatole-  
FRANCE

**MONTATAIRE**



## SOMMAIRE du n° 1401

- P. 2 - Édito de Thierry AURY « "Le monde n'aura d'avenir que dans la fraternité" François »
- P. 3 - Uni-es contre le racisme
- P. 4 - Budget primitif à la Région
- P. 5 - Budget primitif au Département
- P. 6 - « La guerre est folie, c'est le suicide de l'Humanité » ; Débat avec l'avocat franco-palestinien Salah HAMOURI à Beauvais
- P. 7 - Échos des luttes : Polyclinique Saint-Côme à Compiègne ; ArcelorMittal Montataire ; Agco-Gima Beauvais
- P. 8 - Agenda ; Municipales 1925 : des femmes communistes candidates ; 1945, fin de la guerre, fin d'une guerre...

## ENCARTS

- Tract « Non aux logiques de guerre »
- Bulletin d'abonnement à Oise Avenir

## Oise Avenir

Magazine de la Fédération de l'Oise du PCF

8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil

Courriel : federation@oise.pcf.fr

Tél : 03 44 55 27 96

<http://oise.pcf.fr>

Directeur de la publication : Thierry AURY

Rédacteur-riche-s : Thierry AURY, Guy LEQUEN

Conception graphique et maquette : PCF Oise

Photographies : Akli AOUAA, Thierry AURY, Chantal BOYENVAL, Loïc PEN, DR

Presse et communication : Thierry AURY - thierry.aury@wanadoo.fr

Impression PCF Oise - Tirage : 1 080 ex.

N° CPPAP : 0428 P 11491

**N'oubliez pas !  
Nous avons besoin de votre...**

**ABONNEMENT Oise Avenir**

**J'indique mes coordonnées :**

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Ville : .....

**Je choisis ma formule d'abonnement 1 an :**

- RÉDUIT (étudiant, sans emploi) : 5 €

- NORMAL : 15 €

- SOUTIEN : 25 €

**Je renvoie le chèque à l'ordre de « PCF Oise »**

à l'adresse postale :

**Oise Avenir - 8 rue de Beauvoisis - 60100 Creil**

## ÉDITO

J e n'ai pas résisté à cette citation du pape défunt, tant il aura porté, en rupture avec ces prédécesseurs, une parole et des actes cherchant à rassembler par delà la diversité des êtres humains, pour promouvoir une humanité de justice, de dignité et de paix. Nous n'oublions pas son premier déplacement à Lampedusa, puis son action constante pour dénoncer ce cimetière qu'est devenue la Méditerranée et affirmer sa solidarité avec les femmes et hommes contraints de migrer. Il fustigea aussi, sans cesse, la « nouvelle idolâtrie de l'argent, le marché divinisé, l'économie de l'exclusion qui tue », et défendait une économie « en faveur de l'être humain »... Il refusait l'idée d'une « guerre des civilisations », condamnait « toute forme de haine au



**« Le monde n'aura d'avenir que dans la fraternité »**

**François**

nom de la religion » et ouvrit le dialogue en grand avec l'islam, loin des délires islamophobes et racistes dont nous sommes abreuvés. Des paroles et des actes qui lui valurent la réprobation des catholiques les plus conservateurs mais aussi de dirigeants n'acceptant pas la mise en accusation de leurs politiques, voire carrément les insultes de l'extrême droite, tous le considérant comme un « communiste » infiltré au Vatican.

Il était à l'opposé total d'un TRUMP qui ne pense que par la force et la brutalité pour tenter de regagner la domination contestée des USA, et représente un capitalisme à l'état brut, méprisant totalement la dignité humaine ainsi que les équilibres écologiques qui permettent l'existence de l'espèce humaine. Si nous sommes légitimement effrayés du pouvoir et de la politique de TRUMP, il est intéressant de noter que les possibilités de le faire reculer existent : aux États-Unis mêmes, ces derniers jours ont vu d'immenses manifestations dans 800 villes, clamant « Résistons à la tyrannie ! », des juges, des maires et des gouverneurs contestent des décisions de TRUMP, et Bernie SANDERS et Alexandria OCTAVIO-CORTEZ tiennent des meetings géants. Dans le monde, de grands pays comme la Chine, le Brésil, le Mexique et d'autres n'acceptent pas de se plier aux oukazes de la Maison-Blanche. Paradoxalement, les décisions dévastatrices de TRUMP donnent une crédibilité nouvelle à des alternatives : face à la volonté de renforcer l'hégémonie du dollar, l'idée d'une monnaie commune mondiale, outil d'échanges plus équitables, portée à l'intérieur des Brics, grandit. Les orientations atlantistes et ultralibérales des dirigeants de l'Union européenne sont bousculées, alors qu'il y aurait tout à gagner à se dégager de la domination des USA et construire des rapports de coopération avec les Brics et le Sud. L'idée même que capitalisme, marché, atlantisme allaient de pair avec démocratie et droits humains est battue en brèche : on est très loin de la « fin de l'histoire » théorisée par FUKUYAMA, après la chute de l'URSS. Même l'extrême droite qui voyait en TRUMP un modèle à suivre — BARDELLA comme le député RN de l'Oise SABATOU s'étaient précipités à son investiture ! — a du mal à justifier la violence du trumpisme et le règne d'une poignée de milliardaires sans foi ni loi. Et la récente condamnation de LE PEN et du RN déchirant le fameux « tête haute, mains propres », peut aussi aider à démasquer l'imposture de cette force politique. Autant d'éléments dont nous pouvons, nous devons faire des points d'appui car ils ouvrent de l'espace pour construire une alternative progressiste. À nous de nous en saisir. ■

Thierry AURY



## « NÉ.ES ICI OU VENU.ES D'AILLEURS, L'ÉGALITÉ DES DROITS C'EST POUR TOUTES ET TOUS ! UNI.ES CONTRE LE RACISME ! »

**C'**EST SOUS CE MOT D'ORDRE que LDH, CGT, FSU, Cimade, Mrap, SOS Racisme, Syndicat des avocats de France avaient lancé un appel à des rassemblements le 22 mars, pour la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.



Les organisations indiquaient notamment : « *Nous ne voulons pas d'une société raciste. Ensemble, construisons la société dans laquelle nous voulons vivre, une société de tous les droits pour toutes et tous, une société de solidarité, de fraternité, de justice, et de respect des libertés.* »

Une action indispensable face aux attaques contre les personnes étrangères avec ou sans papiers, d'origine étrangère ou supposées telles, avec des ministres reprenant les mots de l'extrême droite comme BAYROU évoquant la « submersion migratoire » ou RETAILLEAU désignant l'islam et les musulmans comme des dangers pour la France. D'autant que si la tolérance\* à l'égard des « minorités » n'a cessé d'augmenter dans la société (+18 points entre 1991 et 2022), le rapport annuel 2024 de la Cncdh\* « sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie » révèle un recul de 3 points de la tolérance entre 2022 et 2023. Deux rassemblements ont eu lieu à Creil et Compiègne. Et deux affaires aux relents racistes dans l'Oise, montrent concrètement la nécessité de ce combat.

\*L'indice de tolérance de la Cncdh, par des questions à un pannel représentatif de la population, chaque année depuis 1990, permet de mesurer le niveau de préjugés et d'intolérance vis-à-vis de l'« autre » en général ou à l'égard d'une minorité ethno-religieuse, et donc à contrario le niveau de tolérance.

\*Cncdh : Commission nationale consultative des droits de l'homme, autorité indépendante qui a pour mission de conseiller les décideurs sur le sujet des droits de l'homme



Prise de parole de Karim BOUKHACHBA à Creil le 22 mars, avec à ses côtés les élus Dondü ALKAYA, Loïc PEN, Jean-Luc RIVIÈRE et Catherine DAILLY.

### ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SOLIDARITÉ MIGRANTS OISE LE 5 AVRIL ET MINEURS NON ACCOMPAGNÉS



Lors de cette assemblée générale, Thierry AURY et Richard LABROUSSE, président de l'association ont évoqué l'affaire du projet de foyer pour « mineurs non accompagnés » (MNA) — c'est à dire jeunes migrants sans famille — à Maignelay, objet d'une campagne raciste de l'extrême droite zemmouriste (avec soutien de la députée RN BEUIL) qui dénonce le risque d'une « invasion de clandestins islamistes ». En fait, ces jeunes sont d'abord des victimes qui ont fui la guerre et le désespoir à travers un parcours où ils ont subi violences et menaces de mort. Ils sont 575 recensés dans l'Oise dont beaucoup à la rue ou hébergés dans des chambres d'hôtel, sans accompagnement éducatif ce qui est désormais interdit par la loi TAQUET de février 2022. La présidente LR du Département — qui est en charge de la « protection de l'enfance » avec l'ASE — est donc contrainte d'ouvrir de nouveaux foyers mais veut le faire à moindre coût en laissant ces adolescents « en semi-autonomie ». Les élus de gauche du Département soulignent, eux, la nécessité de petites structures, avec un bon encadrement et insistent sur la nécessité d'une concertation avec les communes concernées et les associations d'aide aux migrants, tout en rappelant que l'État doit donner aux départements les moyens nécessaires à cette mission. ■



### LES PROPOSITIONS DU PCF

- La régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers ;
- L'inéligibilité des personnes condamnées pour racisme et antisémitisme ;
- Des moyens renforcés pour l'inspection et la médecine du travail, pour lutter contre le racisme et les discriminations sur les lieux de travail.

### LES MÉDECINS DE URGENCES MÉDECINS OISE AYANT UN NOM À CONSONANCE MAGHRÉBINE VISÉS PAR UN TWEET RACISTE

Le tweet de Guillaume BENSOUSSAN, un responsable zemmouriste franco-israélien, ciblant treize médecins comme preuve du « grand remplacement » a suscité l'indignation. À la suite de Loïc PEN qui a affirmé sa « totale solidarité avec ses collègues d'UMO dont plusieurs ont exercé aux urgences de Creil » et a appelé « à renvoyer aux poubelles de l'histoire les idées d'extrême droite », de nombreux élus, le Conseil de l'Ordre des médecins et beaucoup de citoyens ont condamné ces propos racistes, soulignant de surcroît leur bêtise alors que la désertification médicale rend le rôle de ces médecins plus que jamais indispensable. Nous ne pouvons que souhaiter vivement que ce soutien de ZEMMOUR et NETANYAHOU soit condamné par la justice.



## BUDGET À LA RÉGION : LES ÉLUS COMMUNISTES POUR DÉFENDRE UN HAUT NIVEAU DE SERVICE PUBLIC POUR TOUS ET TOUTES

**L**E BUDGET PRIMITIF 2025 de la région Hauts-de-France a enfin été voté les 20 et 21 mars derniers, en séance plénière, après plusieurs mois d'attente faute d'adoption du budget de l'État. La majorité régionale a validé les « efforts d'économies » demandés par l'État aux collectivités et adopté un budget d'austérité avec des baisses des dépenses de fonctionnement de 107,1 millions d'euros et celles d'investissements de 388,5 millions. Les élus communistes du groupe de la gauche républicaine et écologique ont porté le fer pour le maintien d'un haut niveau de service public pour tous et toutes. Retour sur leurs interventions.



Les quatre élus communistes du groupe GRE à la Région : Loïc PEN, Bernard BAUDE, Héroïse DHALLUIN et Marie-Ange LAYER.

### TER : LES USAGERS PASSENT ENCORE À LA CAISSE

Le budget fonctionnement des transports est le seul à la hausse, principalement pour l'activité ferroviaire TER. Les recettes nouvelles se font au détriment des usagers. Par exemple, depuis le 1<sup>er</sup> avril, les tarifs des TER Hauts-de-France ont augmenté, et ce pour la deuxième année consécutive. Des offres commerciales telles que la carte HDF ont été modifiées au détriment des usagers... Héroïse DHALLUIN est intervenue pour dénoncer cette injustice, alors que X. BERTRAND a décidé de ne pas faire appel au versement mobilité, financé en partie par les entreprises, s'asseyant ainsi sur la possibilité de faire rentrer 70 à 80 millions d'euros. Elle pique enfin la majorité sur l'ouverture à la concurrence de lignes TER qui devait entraîner des économies...

### SANTÉ : UN PAS EN AVANT, TROIS PAS EN ARRIÈRE

Le 21 mars, Loïc PEN est intervenu pour défendre une politique de santé basée sur la prévention, trop souvent négligée.

Depuis 1948, l'OMS rappelle que la prévention est primordiale pour éviter et réduire les maladies. Pourtant, les politiques publiques restent largement insuffisantes.

Il se félicitait du vote d'une délibération le jour-même marquant un vrai progrès :

lutte contre la sédentarité, alimentation saine, qualité de l'air, développement des soins de rééducation... autant d'actions indispensables pour améliorer la santé publique dans notre région.

Ces bonnes intentions ne se traduisent malheureusement pas dans le budget régionale, avec la santé insuffisamment financée !

Alors que les besoins en santé explosent dans notre région, le budget prévoit une baisse de 16 % des dépenses de fonctionnement et de 10 % des investissements. La prévention est sous-financée, et les habitants en paieront le prix.

Face à ce désengagement, les élus communistes ont voté contre ce chapitre du budget 2025 en lien avec la santé, qui tourne le dos aux urgences sanitaires et aux attentes de la population.

Dans son intervention, Loïc PEN a demandé à la Région de ne pas se contenter d'un simple avis sur le Plan régional de santé. Il faut une initiative politique forte pour garantir l'accès aux soins à tous et refuser la logique comptable imposée par l'État via l'Agence régionale de santé (ARS).

C'est le sens de l'initiative Santé en danger - Hauts-de-France lancée par les élus régionaux communistes — que nous avons présentée dans le précédent numéro de *Oise Avenir* —, avec le but de construire un plan alternatif de santé dans notre région, au service de la population.

### DEBOUT POUR LA CULTURE

Le monde de la culture était mobilisé le 20 mars devant le Conseil régional pour dénoncer la baisse du budget de la culture. Lors du rassemblement, Héroïse DHALLUIN a réaffirmé son soutien au monde de la culture et a présenté à la foule le vœu déposé par le groupe GRE pour le dégel de la part collective du Pass Culture.



Il est déconcertant d'entendre Xavier BERTRAND affirmer qu'il n'est pas responsable de la baisse du budget culture de notre région — se défaussant sur le gouvernement et se disant fervent défenseur de cette cause — et de le voir rejeter le vœu défendu par Héroïse DHALLUIN adressé au gouvernement et à Rachida DATI pour le dégel de la part collective du Pass Culture et la remise à niveau de la part individuelle, se privant d'envoyer un message fort...

### FROID SUR LES LYCÉES

Les lycées ont droit à un nouveau traitement de cheval avec ce nouveau budget : 10 % en moins en fonctionnement et en investissement. Les dépenses de fonctionnement se veraient alléger par la baisse du coût des énergies. En janvier dernier, Marie-Ange LAYER portait déjà une motion en soutien aux lycées publics des Hauts-de-France, dénonçant la crise qui frappe nos établissements publics enseignements suite à la baisse des dotations globales de fonctionnement de la région, avec des propositions pour sortir de la crise. ■

## BUDGET PRIMITIF DU DÉPARTEMENT : LES QUATRE ÉLUS DU GROUPE GAUCHE UNIE VOTENT CONTRE ET DÉNONCENT PLUSIEURS POINTS DE LA GESTION DE LA MAJORITÉ LR

**D**ANS SON INTERVENTION GÉNÉRALE, Catherine DAILLY, présidente du groupe Gauche unie (qui réunit les deux élus communistes du canton de Montataire et les deux élus socialistes du canton de Creil), a de nouveau dénoncé les politiques d'austérité aggravée décidées par le gouvernement LR-macronistes, avec des amputations fortes sur les budgets des collectivités qui doivent pourtant assumer des charges croissantes.

Ainsi dans l'Oise, ce sont notamment 7 millions d'amputation sur le reversement d'une part de la TVA prélevée par l'État, 3,7 millions de prélèvements imposés au Département pour financer un fonds de péréquation vers des départements « plus pauvres », 2,1 millions de cotisations supplémentaires à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (Cnracl) pour compenser des prélèvements de l'État sur cette caisse, sans parler du non-respect par l'État de ses engagements de « compenser à l'euro près » les transferts de charges décidés sous RAFFARIN comme le RSA dont le coût n'a cessé d'augmenter en raison du chômage de masse dans notre pays (dans l'Oise, l'État ne verse plus que 41 % du coût du RSA !). Ceci sans compter la chute des Droits de mutation à titre onéreux (DMTO), appelés familièrement « frais de notaire », en raison de la chute du « marché de l'immobilier » : or ces DMTO sont devenus, depuis la suppression de la taxe professionnelle par SARKOZY puis de la taxe d'habitation par MACRON, une ressource essentielle des départements : dans l'Oise, en 2024, le Département a encaissé 40 millions de recettes en moins sur les DMTO. L'élue communiste a pointé les contradictions de la droite départementale qui dit regretter les baisses de ressources pour la collectivité... qui sont pourtant décidées par ses amis sur le plan national (ainsi le ministre RETAILLEAU a été accueilli chaleureusement par le sénateur et conseiller départemental PACCAUD le 4 avril en présence de Nadège LEFEBVRE, patronne des LR dans l'Oise !) : « Si l'on faisait contribuer à un plus juste niveau les plus riches et les grandes sociétés, il n'y aurait pas besoin de réduire les budgets des collectivités. Comme vous ne voulez pas demander un centime de plus à Bernard ARNAUD et à la caste des milliardaires, ce sont les familles modestes et moyennes de

*l'Oise, ce sont les politiques sociales, éducatives, ce sont les associations, ce sont les investissements publics, qui vont trinquer. Nous sommes dans une situation qui ressemble à celle d'avant 1789, quand les nobles et le clergé refusaient de payer l'impôt, et il a fallu une révolution pour soumettre chaque citoyen à l'impôt en raison de ses moyens. »* Ce qui n'a pas manqué de faire réagir O. PACCAUD : « Vous les communistes vous ne connaissez qu'une chose, c'est faire payer les riches ! »

**À la suite de Catherine DAILLY, Jean-Pierre BOSINO, Dominique LAVALETTE et Adnane AKABLI sont intervenus de manière offensive sur diverses orientations de la majorité de droite.**

Les élus de gauche ont notamment voté « contre » les investissements en faveur des collèges privés (1 million €), demandant que la priorité soit donnée à l'école publique alors que les enquêtes officielles montrent de très fortes inégalités sociales entre établissements publics et privés : dans l'Oise, dans les 18 collèges dont l'Indice de position sociale (IPS) est maximum (familles très favorisées), il y a 11 des 13 collèges privés ; et dans les 36 collèges à l'IPS le plus bas (familles très modestes), il y a 35 collèges publics. Au passage, compte tenu de l'ampleur des scandales touchant des établissements privés catholiques, les élus de gauche ont interpellé la présidente, en charge de la protection de l'enfance, sur les contrôles effectués sur les écoles privées qui bénéficient par ailleurs de subventions de fonctionnement considérables : Nadège LEFEBVRE, embarrassée, a botté en touche. Les élus de gauche ont aussi remis en cause la décision de la droite de soumettre à projet (dispositif Educ'Oise) une partie de la dotation de fonctionnement des collèges : résultat 15 % de la dotation Educ'Oise n'a pas été versée en 2024 en raison des projets éducatifs refusés par la majorité départementale sous

des raisons obscures. Une « économie » au détriment de l'Éducation qui s'ajoute à la suppression de la « bourse des collégiens » pour un montant de 581 598 € ! Autre sujet concernant les collèges, la restauration qui est assurée pour 15 collèges par la société privée Elior choisie par le Département : or la qualité des repas fournis par cette société semble être moins bonne que celle des repas cuisinés par les agents publics sur les autres collèges, et les élus de gauche ont demandé qu'une évaluation soit faite, en vue d'un retour en régie publique de toute la restauration des collèges, ainsi que d'un calcul du prix des repas tenant compte des ressources des familles. On constate en effet là aussi de fortes disparités dans la fréquentation des cantines scolaires des collèges. Les vice-présidents PIA et LEBLANC, en charge des collèges, ont été mis en difficulté sur ces sujets que les élus de gauche ont décidé de ne pas lâcher. ■

### MOUY : ÉLECTION D'UN NOUVEAU MAIRE

Suite à la démission de Philippe MAUGER de sa fonction de maire (il reste conseiller municipal), le conseil municipal malgré la dissidence de l'ex-première adjointe, a élu à la majorité absolue, Philippe TERRIER, jusqu'ici adjoint, comme maire. Nos camarades Brigitte BERAULT et Gérard HAUTDEBOURG ont été élus adjoints. Ils ont affirmé vouloir poursuivre la mise en œuvre du programme municipal soutenu par les électeurs en 2020.



## « LA GUERRE EST FOLIE, C'EST LE SUICIDE DE L'HUMANITÉ »

### PAPE FRANÇOIS

**L**E PONTIFICAT DE FRANÇOIS fut marqué par son engagement constant en faveur de la Paix, avec des paroles dures pour « l'hypocrisie qui consiste à parler de paix mais à jouer à la guerre », et l'affirmation d'une solidarité sans faille avec tous les peuples victimes de la guerre. Mais, au-delà des paroles fortes du pape décédé — espérons que son successeur s'inscrive dans la même lignée — il y a besoin de développer la mobilisation la plus large pour « refuser les logiques de guerre » et combattre les politiques folles de surarmement. Les communistes ont commencé à diffuser le tract encarté dans ce numéro : n'hésitez pas à commander des exemplaires de ce tract pour diffuser dans votre quartier, votre commune, avec vos collègues de travail ! Échos.

#### CLERMONT

« *La guerre ou la paix ?* » Les mains se tendent sur le marché pour prendre le tract. Nombreux sont ceux qui s'arrêtent : « *La paix, bien sûr !* » Un jeune retraité juge important que la France soit en capacité d'assurer sa défense : « *Mais surtout pas en massacrant les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture ! Que MACRON ponctionne les riches !* » Un quinquagénaire crie sa colère contre « l'État ». « *Faut tous les virer, là-haut ! Du pognon pour la guerre, y en a, mais pas pour le respect de la dignité humaine ! Je sais de quoi je parle : être obligé de dormir dans sa voiture quand on n'a pas de toit, je ne le souhaite à personne !* » Des habitués de la Fête de l'Huma nous laissent leurs coordonnées...

Laurence

#### SAINT-JUSTEN-CHAUSSEE-MAIGNELAY

Tract plutôt bien reçu avec pas mal de réactions positives spontanées. La guichetière de la gare se déplace pour avoir le texte. Ce qui fait mouche c'est la soudaine disposition de moyens financiers considérables quand on n'a cessé de se plaindre que l'ampleur de la dette ne permettait pas de financer l'école, l'hôpital, le logement... Impact sans doute de l'ex-



« *Ce matin dès potron minet, devant la gare de Villers-Saint-Paul et l'école Constant Boudoux. Bien reçu et tract lu assurément !* »

Marie-France

#### DÉBAT AVEC L'AVOCAT FRANCO-PALESTINIEN SALAH HAMOURI À BEAUVAIS

Émouvante et passionnante rencontre le 20 mars avec cette figure de la cause palestinienne, emprisonné dix ans dont quatre ans en détention administrative, sans jugement, puis expulsé de Jérusalem et de Palestine où il est né. Salah souligne que 37 % des Palestiniens ont déjà connu la détention : actuellement il y a 9 500 prisonniers politiques palestiniens dont 350 enfants et dont 3 500 en détention administrative pour six mois... renouvelable indéfiniment ! « *Le système carcéral est un des outils d'oppression les pires pour tenter de briser la résistance du peuple palestinien.* » Salah nous appelle « *à ne pas baisser les bras alors même que les Gazaouites résistent malgré l'enfer* » et que le génocide contribue à démasquer le vrai visage de cet État colonial qui poursuit l'objectif du « Grand Israël » dont les frontières ne sont définies que par les armes. « *Le rôle dévolu à Israël est d'être un avant-poste occidental au milieu d'un Moyen-Orient remodelé pour être soumis aux USA et à ses intérêts, comme on le voit à Gaza où le gendre de TRUMP est déjà positionné pour exploiter la nappe de gaz sous-marine au large du territoire palestinien.* » Cette guerre implique la France avec 4 500 soldats franco-israéliens qui devraient être poursuivis pour crimes de guerre ainsi que par la livraison de composants d'armes. Il faut harceler le pouvoir israélien et ses complices en France, sur tous les sujets, en empêchant la venue de représentants d'Israël, en suspendant des jumelages, en boycottant des compétitions sportives, en exigeant la suspension de l'accord d'association Union européenne-Israël... Pour que partout et pour tous, Israël soit de plus en plus isolé et traité comme un état-voyou et sanctionné comme tel.

pression du Parti sur un sujet qui préoccupe les gens en dehors de toute échéance électorale et en contradiction avec la doxa dominante. Diffusion aussi dans les boîtes aux lettres de Maignelay et de villages environnants.

Jean-Jacques et Gilbert

#### VALOIS

800 tracts sur le marché et à la gare. Bon accueil.

Hélène

#### BEAUVAIS

Diffusion à la gare. Des jeunes le lisent en attendant le train. Un retraité s'indigne que l'on engloutisse de l'argent pour la guerre et qu'on veuille mettre à contribution les retraités en supprimant l'abattement de 10 %.

Guy et Thierry



## ARCELOR : DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI INNACCEPTABLES

Jean-Pierre BOSINO, maire de Montataire et conseiller départemental, réagit à l'annonce d'ArcelorMittal faite le 23 avril.

« Ainsi la rumeur qui courait depuis quelques semaines a été confirmée ! La direction d'ArcelorMittal France a annoncé plus de 600 suppressions d'emplois dans sept usines du nord de la France, dont 30 à Montataire.

Bien sûr, tout le monde a en tête la situation économique en France et dans le monde, qui résulte d'ailleurs des choix faits par la finance, le capitalisme, mais ce sont toujours les mêmes méthodes face à ces crises : des licenciements, des suppressions d'emploi, plus de chômage et de difficultés toujours pour les mêmes.

ArcelorMittal France a touché plus de 300 millions d'euros d'aide publique en 2024, le bénéfice de l'entreprise est passé de 900 millions à 1,3 milliard de 2023 à 2024... ce n'est pas la crise pour tout le monde !

Sans ambiguïté, nous sommes aux côtés des salariés d'Arcelor, comme nous l'avons été auprès de ceux d'AkzoNobel qui subissent, eux, 80 suppressions d'emploi.

Ils sont « beaux » les discours sur la réindustrialisation du pays, au moment où l'on assiste à une nouvelle vague de délocalisation d'activités et d'emploi vers des pays où les salaires, la protection sociale sont au plus bas.

C'est une autre politique dont nous aurions besoin avec réduction du temps de travail, hausse des salaires, relocalisation de productions pour y compris des raisons environnementales, des aides publiques plus ciblées et... remboursables en cas de plan de suppression d'emploi.

À quelques jours du 1<sup>er</sup>-Mai, voilà de vrais sujets de mobilisations pour celles et ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. »

## POLYCLINIQUE SAINT-CÔME À COMPIÈGNE : LA GRÈVE A PAYÉ



Une centaine de salariés sur les 585 de la polyclinique se sont mis en grève le 22 avril, pour les salaires, la reconnaissance de l'ancienneté et l'amélioration des conditions de travail (fatigue morale, physique, reconnaissance et jours de carence). Après une première rencontre avec la direction et son refus de toute négociation malgré les efforts effectués par tous les salariés, sous prétexte de contraintes budgétaires, au bout de trois jours de grève, face à la détermination des salariés, la direction a concédé 3,03 % de revalorisation salariale, la non-suppression des jours de carence et l'échelonnement du paiement des jours de grève à raison d'un jour par mois.



### 1 JOUR 1 ASSO 1 ALERTE

Pour Thierry PATINET, responsable d'Attac Oise, « toutes les associations vont trinquer. Pour celles qui n'ont besoin de presque rien, ce sera un peu plus tard. Mais toutes vont être touchées par les coupes budgétaires. » L'enquête lancée par le Mouvement associatif, représentant la moitié des associations en France, corrobore ce pronostic. Thierry PATINET appelle les associations à participer à la campagne nationale du Collectif des associations citoyennes « 1 jour 1 asso 1 alerte ».

## AGCO-GIMA : L'INDÉCENCE DE LA DIRECTION JUSQU'AU BOUT !

Nous avons relaté dans plusieurs articles en 2024 le scandale du financement d'un pont sur la zone industrielle de Beauvais, avec 13 millions d'argent public, « pour créer des emplois chez Agco-Gima »... puis l'annonce par cette multinationale fabriquant les tracteurs Massey-Ferguson de deux plans de licenciements frappant les 30 ouvriers de l'équipe week-end du Gima puis 103 salariés, principalement sur le bureau d'études d'Agco. Thierry AURY et les élus de gauche de Beauvais avaient largement dénoncé cette affaire dans laquelle Ville, Agglo, Département, Région et État, tous aux mains de la droite, n'avaient fait signer aucun engagement de créations d'emplois en contrepartie de ces 13 millions d'argent public. Et la CGT, malheureusement minoritaire sur le site, avait tenté, malgré un climat lourd de pression et répression patronales, de mobiliser les salariés. Deux infos récentes montrent le niveau d'indécence des dirigeants de ce groupe qui n'a cessé de réaliser des profits faramineux :

1. la CGT dénonce dans un tract récent le fait que la Direction veut remettre en place une équipe week-end, mais sous un statut dégradé avec flexibilité et bas niveau de salaires. Un argument supplémentaire pour contester la légitimité des licenciements devant les tribunaux.
2. la Direction vient d'inaugurer en grandes pompes, un « showroom » à 4 millions d'euros, vitrine de l'entreprise, avec hall d'exposition, restaurant, musée, centre de conférence... Comme le dit un ingénieur licencié le 31 mars : « cela montre que la situation n'était peut-être pas aussi catastrophique pour le groupe que ce qu'on nous disait pour justifier les licenciements ». Mais pour ces gens-là, seul compte le niveau des dividendes aux actionnaires !



Le groupe de la gauche républicaine et écologique (GRE) de la Région a publié un communiqué « ArcelorMittal : après le choc, agir ! » dès l'annonce faite.

Lire le communiqué : <http://oise.pcf.fr/131710>

Remplir le formulaire : <https://www.associations-citoyennes.net>



**PCF BRESLES**

**Réunion publique « Accès aux soins en péril, désertification médicale : comment en est-on arrivé là ? Quelles solutions ? »**

**SAMEDI 3 MAI, BRESLES - 14H30** - Salle Rotonde - Centre Eugène-SEIGNIER - Rue Eugène-SEIGNIER

*Intervenante : Hélène MASURE, membre de l'Asso citoyenne centres santé Valois*

**PCF MONTATAIRE**

**Assemblée de section des communistes du canton**

**MARDI 6 MAI, MONTATAIRE - 18H30** - Salle de la Libération - 8 bis rue des Déportés

**PCF MOUY**

**Brocante**

**DIMANCHE 11 MAI, MOUY - À partir de 7H00** - Quartier du 19 mars

*Tarif : 2,50 € le mètre*

*Renseignements et inscriptions :*

*Marc BARRIER 07 85 69 59 16*

**PCF SAINT-MAXIMIN**

**Repas de la fraternité**

**SAMEDI 17 MAI, SAINT-MAXIMIN - 19H00** - Salle MANDELA - 1 rue de l'Abbé Jules-MARTIN

AGENDA - AUTRES INITIATIVES

**MOUVEMENT DE LA PAIX**

**Rassemblement à l'occasion de la Journée internationale pour le vivre-ensemble en paix**

**VENDREDI 16 MAI, BEAUVAIS - 18H00** - Place Jeanne-HACHETTE

**IL Y A CENT ANS, DES MILITANTES COMMUNISTES SONT CANDIDATES AUX MUNICIPALES**

Les 3 et 10 mai 1925, des militantes communistes se présentèrent aux municipales. Pourtant, en France, les femmes n'avaient pas encore le droit de vote, contrairement à beaucoup d'autres pays, dont, dès 1919, l'Allemagne.

Marcel CACHIN, directeur de *L'Humanité* et député communiste, avait bien le premier, le 26 juin 1924, déposé une proposition de loi au Parlement afin que les femmes aient, elles aussi, le droit de vote, mais sans succès...

Alors comment le Parti avait-il pu présenter en mai 1925 des femmes, dont sept seront élues ?

Le code électoral de l'époque indiquait clairement que les hommes de nationalité française, et eux seuls, âgés de 21 ans et plus – ce qui était l'âge de la majorité à l'époque

–, pouvaient voter. Le fait que seuls les hommes pouvaient voter laissait croire qu'il en était de même en ce qui concernait la possibilité de se porter candidat... Pouvait laisser croire... Mais était-ce si sûr que cela ?

Le Parti s'engouffra dans cet interstice et présenta des femmes sur ses listes aux municipales de 1925, dont une dizaine de candidates à des places éligibles.

En Avignon, ce fut même la tête de liste qui était féminine : il s'agissait d'Antoinette BELLOT, née en 1890, salariée au dépôt ferroviaire PLM de cette ville. Et elle avait comme colistière une autre femme, Angèle RAME, coiffeuse de métier.

Dans le département de l'Oise, il y eut aussi une candidate. C'était à Beauvais et elle s'appelait Raymonde PRÉVOST, née en 1899 à Amiens, chevilleuse de métier à l'usine textile LAINÉ. Elle a obtenu 288 voix sur 4 324 inscrits.

Et en tout et pour tout, ce sont sept camarades qui furent élues.

Seront élues au premier tour : Joséphine PENCALET à Douardenez (Finistère), née en 1886, profession sardinière, connue localement pour son action, de novembre 1924 à janvier 1925, lors de la grève des sardinières de cette même ville de Douardenez ; Martine TESSON, née en 1892, ouvrière métallurgiste, élue à Bobigny (banlieue est de Paris). Elle sera nommée deuxième maire-adjointe ; Marguerite CHAPON, née en 1884, infirmière à l'hôpital, élue à Villejuif (banlieue sud de Paris).

Puis seront élues au second tour : Marie CHAIX, née en 1886, ouvrière brodeuse, élue à Saint-Denis (banlieue nord de Paris), Elle sera nommée maire-adjointe chargée des affaires sociales ; Émilie JOLY et Adèle MÉTIVIER, toutes les deux élues à Saint-Pierredes-Corps (banlieue est de Tours) ; Augustine VARIOT, née en 1866, élue à Malakoff (banlieue sud de Paris). Les préfectures concernées invalidèrent ces élections. Il y eut dépôt d'un recours auprès du Conseil d'État, qui confirmera ces invalidations.

La dernière à siéger sera Augustine VARIOT qui, refusant son invalidation, sera expulsée de force par la police du Conseil municipal de Malakoff le 29 mars 1926.

Et, en vertu du Code électoral modifié, les femmes devinrent alors par écrit, ni électrice, ni éligible.

Il fallut attendre la fin 1944 pour que les femmes de nationalité française puissent acquérir le droit de voter et d'être élues, grâce à l'action déterminante de Fernand GRENIER, député communiste de Saint-Denis qui fut, entre autre, le représentant du Parti à Londres en 1943 auprès du général de Gaulle.

Souvenons nous, faisons en sorte que cela se sache et soyons-en fiers.

Guy LEQUEN

*Merci à Jean-Michel LANGLET qui, le premier, nous indiqua l'existence de Raymonde PRÉVOST, première candidate femme à Beauvais. Elle n'a toujours pas de rue à son nom !*

*La section PCF de Ribécourt-Noyon a organisé en 2024 une initiative pour les 80 ans du droit de vote des femmes, avec une exposition co-réalisée par la section et la Fédération. Elle est à disposition.*

**1945, FIN DE LA GUERRE, FIN D'UNE GUERRE...**

À l'occasion du 80<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur l'Allemagne nazie le 8 mai 1945, le comité départemental de l'Association nationale des anciens combattants et amis de la Résistance (Anacr Oise) rappelle dans un communiqué les défis relevés en 1945, le devoir de faire vivre la mémoire de la Résistance ainsi que ses valeurs qui sont celles de la République, dans notre monde en plein bouleversement. Quelques éléments de cette expression concernant plus spécifiquement l'Oise.

*« La France de la victoire est la France des ruines, des pénuries et des déséquilibres : l'Oise est un des départements les plus touchés par les bombardements alliés de l'été 1944. Sur les 24 ponts qui permettent de franchir l'Oise, 22 ont sauté, le trafic ferroviaire n'est ouvert aux civils qu'en mai 1945, tous les immeubles de Saint-Maximin sont détruits, à Saint-Leu-d'Esserent, à Creil, à Beauvais... les destructions sont considérables. »*

*« Privés du droit de vote, les Français, et les Françaises pour la première fois, vont se rattraper en 1945 grâce à une succession de consultations électorales. [...] Le 29 avril, 81 % des électeurs et électrices de l'Oise se rendent aux urnes. Le Parti radical socialiste reste la première force politique du département mais la SFIO et surtout le Parti communiste progressent. Les élections cantonales de l'automne vont amplifier ces tendances. De nombreux résistants font leur entrée à l'assemblée départementale : Madeleine BLIN sous l'étiquette SFIO dans le canton de Saint-Just-en-Chaussée devient la première conseillère générale de l'Oise. Le 21 octobre 1945, l'élection d'une assemblée constituante au scrutin proportionnel [...] Parmi les 586 députés, les 33 femmes sont toutes issues de la Résistance dont Jeanne LÉVEILLÉ, candidate du Parti communiste dans l'Oise. C'est la première femme députée de l'Oise et la seule jusqu'en 1997. »*

Site internet :

<https://anacr-oise.org>



**DANS L'ENFER DES CAMPS**

Nous avons présenté dans le n° 1399 de *Oise Avenir* ce hors-série exceptionnel de *L'Humanité* consacré à l'histoire des camps

de concentration et d'extermination, à ce que fut la Shoah en Europe et en France, comment le régime de Vichy organisa la déportation.

Disponible à la Fédération - 124 pages - 11 €



# NON AUX LOGIQUES DE GUERRE !



- **Pas un euro de plus dans la course aux armements !**
- **La France doit porter la voix de la Paix et de la sécurité collective.**



Alors que la guerre entre Russie et Ukraine a déjà provoqué un million de morts et de blessés graves et des destructions énormes, **Macron, Von der Layen et la plupart des dirigeants français et européens sont dans la surenchère guerrière.**

**Ils veulent mettre 800 milliards de plus en Europe dans le surarmement.** Ils sont prêts à prendre sur notre épargne pour financer la guerre. Alors que les États de l'Union européenne ont déjà dépensé 326 milliards pour la Défense en 2024 (contre 106 milliards pour la Russie) !

**En France, le budget militaire est ainsi passé de 32 milliards en 2017 à 50 milliards en 2025 et Macron-Bayrou veulent le faire passer à 100 milliards par an ! Quelle folie !**

**Les mêmes nous disent qu'il n'y a pas d'argent** pour les hôpitaux, les écoles, les retraites, les services publics, les collectivités locales, la recherche, les investissements pour la bifurcation écologique face aux dérèglements climatiques et aux pollutions : ils se moquent de nous. **Nous disons : pas un euro de plus pour la guerre !**

**Face au bourrage de crâne des médias dominants sous la coupe des Bolloré et autres milliardaires, rappelons 7 vérités :**

- 1. Il n'y a aucune issue par la guerre en Ukraine** et chaque jour de guerre n'apporte que plus de morts et de ruines. Une solution politique négociée est possible : en avril 2022, Ukrainiens et Russes avaient trouvé un accord et le Premier ministre anglais, Johnson, en accord avec l'Otan, est allé faire pression sur Zelensky, pour faire capoter cet accord ! Macron disait alors qu'il « faut se préparer à une guerre longue pour permettre à l'Ukraine d'avoir de meilleures conditions pour négocier » : quel gâchis ! **Ces dirigeants ne risquent pas leur vie ni celle de leurs enfants mais jouent avec la vie des peuples.**
- 2. Poutine a violé le droit international en attaquant l'Ukraine**, c'est un dirigeant autoritaire et réactionnaire au service des oligarques russes. Sa responsabilité est très grande. **Mais Poutine n'est pas le seul...**
- 3. N'oublions pas la politique d'extension des bases de l'Otan vers l'est** malgré les mises en garde, ou la volonté des USA de couper les gazoducs russes Nord Stream vers l'Europe... pour nous vendre leur gaz de schiste ! **Et l'armée russe qui a du mal à aller plus loin que le Donbass, ne menace pas Paris.**
- 4. La guerre se poursuit car elle rapporte de l'argent aux profiteurs de guerre :** les actions des sociétés d'armement explosent en Bourse. Ces gens-là se nourrissent de la guerre. Jaurès disait : « le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ».



**Nous partageons ces mots du pape François pour la Paix :**

“ Les armes et la répression violente, au lieu d'apporter des solutions, créent de nouveaux conflits, plus graves encore. ”

“ La guerre est toujours une défaite, et ceux qui en profitent le plus sont les trafiquants d'armes. ”

“ La guerre est folie, c'est le suicide de l'humanité. ”

“ Le monde n'aura d'avenir que dans la fraternité. ”



**5. Trump n'agit pas pour la Paix mais il veut concentrer ses forces pour la confrontation avec la Chine.** Il veut attirer les capitaux du monde entier et consolider la domination du dollar menacée par les BRICS. Sa politique menace la Recherche au niveau mondial notamment pour le climat et la Santé. Il méprise la France et l'Union européenne... mais **l'UE achète les 2/3 de ses armes aux USA** et continue de se soumettre à Washington. Trump encourage le génocide et la déportation des Palestiniens par Nétanyahou mais l'UE et la France laissent piétiner le droit international et continuent leurs affaires et livraisons d'armes avec le régime fascisant israélien.

**6. Le climat de guerre est toujours un bon prétexte pour imposer des sacrifices aux peuples.** En France, LR et macronistes avec la complaisance du RN, ont voté le pire budget d'austérité depuis la guerre mais, pour financer les dépenses militaires, ils sont prêts à tailler encore plus dans les services publics, la protection sociale. Et **le Medef veut passer l'âge de la retraite... à 70 ans ! Si vous ne mourrez pas à la guerre, vous mourrez au boulot !**

**7.** Pour faire accepter ces sacrifices, la droite et l'extrême droite alimentent la xénophobie, le racisme, l'islamophobie pour détourner le peuple des véritables causes et responsables des problèmes. On le voit avec l'hystérie de Retailleau contre l'Algérie ou avec l'obsession de la « submersion migratoire » reprise par Bayrou.

**Face à tous ces dangers, nous appelons à la mobilisation toutes celles et tous ceux qui refusent les logiques de guerre et d'affrontements entre les peuples.**

### La France doit porter une voix indépendante pour la Paix :

- soutenir partout les cessez le feu, les négociations, la recherche de solutions politiques, de l'Ukraine à la Palestine, du Moyen-Orient à l'Afrique ;
- sortir de l'Otan (comme l'avait fait le général de Gaulle en 1966) et retrouver une Défense nationale indépendante consacrée à la défense de notre pays et pas à des « opérations extérieures » ;
- travailler à une Conférence de Paix et de sécurité collective en Europe, incluant l'Ukraine et la Russie, sous l'égide de l'ONU, dans l'esprit des Accords d'Helsinki conclus en 1975, en pleine guerre froide ;
- donner la priorité aux dépenses pour le progrès social et écologique, à travers le développement de services publics et d'une industrie et d'une agriculture répondant à nos besoins et respectant l'environnement.



**REJOIGNEZ  
LE PCF**



**LE PARTI DE LA PAIX  
ET DE L'AMITIÉ  
ENTRE LES PEUPLES**

**J'adhère au PCF**

**Je veux aider financièrement**

je verse : \_\_\_\_\_  
Chèque à l'ordre de « ADF-PCF »

Prénom : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
CP/ville : \_\_\_\_\_  
Téléphone : \_\_\_\_\_  
E-mail : \_\_\_\_\_

Envoyer à : PCF Oise - 8 rue de Beauvoisis - 60100 CREIL

federation@oise.pcf.fr 03 44 55 27 96 pcfoise60 http://oise.pcf.fr





Pour accéder à  
une information différente,  
en lien avec celles et ceux  
qui ne se résignent pas,

# JE M'ABONNE À **Oise Avenir**

le magazine mensuel édité par  
la Fédération de l'Oise  
du Parti communiste français



Nous avons besoin de votre...

## ABONNEMENT **Oise Avenir**

### 1 J'INDIQUE MES COORDONNÉES

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : \_\_\_\_\_

VILLE : \_\_\_\_\_

E-MAIL : \_\_\_\_\_

TÉL : \_\_\_\_\_

### 2 JE CHOISIS MA FORMULE D'ABONNEMENT

TARIF ABONNEMENT 1 AN

- RÉDUIT (étudiant·e, sans emploi) : 5 €
- NORMAL : 15 €
- SOUTIEN : 25 € ou plus

### 3 J'ENVOIE LE CHÈQUE CORRESPONDANT

- à l'ordre de : **PCF OISE**
- à l'adresse postale :  
**OISE AVENIR - 8 RUE DE BEAUVOISIS 60100 CREIL**
- en n'oubliant pas de joindre ce coupon